

Pourquoi y a-t-il un parti écologiste ?
Nous sommes à la croisée des chemins : ou nous disparaissions ou nous renaissions.
(Alexandre Jurado)

Il m'est arrivé de devoir répondre, en diverses occasions et à plusieurs reprises, à cette interrogation : « Pourquoi y a-t-il un parti écologiste alors que cette question est maintenant prise en compte par l'ensemble des partis politiques ? ».

Je ne sais pas vous, mais moi, cette question me renvoie à une préoccupation bien plus inquiétante. Alors que l'écologie est prise en compte par l'ensemble des partis politiques, le corps social ne nous identifie que très vaguement comme étant à l'origine de cette intrusion dans la conscience collective ; et, en tous les cas, il ne voit pas pourquoi, par ses suffrages, il devrait placer entre nos mains le soin de construire la réalité sociale de demain. Il s'ensuit que je me demande comment nous, Verts, qui nous agitons sur des chorégraphies incantatoires autour du feu sacré de l'écologie politique, allons-nous réagir -et peut-être même survivre- face à la banalisation de nos idées, dans un corps social qui ne semble pas particulièrement pressé de changer quoi que ce soit dans ses comportements.

Ce ne sont pourtant pas les banderoles ostentatoires portant le slogan « écologie de transformation » qui font défaut dans nos rangs ! En clair, je crois que le gouffre qui sépare l'impact incontestable de nos apports conceptuels et l'insignifiance dont nous sommes affligés mérite, à tout le moins, un minimum de débat auquel je vous invite. Pour ma part, je vous propose de commencer par une analyse du « pourquoi l'écologie est désormais prise en compte par l'ensemble des partis politiques ».

La réponse m'est apparue en allant fouiner dans mes archives, dans un tout petit fascicule qui tient dans le creux de la main, d'une vingtaine de pages, édité à la fin des années 80 - ou début des années 90- par le groupe des Verts au parlement européen. La réponse s'y trouve encore, elle trône en page de couverture : « les idées vraies finissent toujours par s'imposer ». Superbe proposition, non ? Et je vous le dis sans détour je la tiens pour vraie. Les alertes que nous lançons depuis la fin des années 60, objectivement irréfutables, devaient tôt ou tard finir par imprégner le corps social.

Avec ou sans nous ? Peut-être, mais cette hypothèse ne me satisfait pas totalement. Car la clairvoyance et la capacité à indiquer le lieu des "vrais problèmes et des questions justes" sur les effets de la modernité, constituent clairement le point modal de l'écologie politique, son ferment le plus avéré.

Et si nous sommes payés en retour par un discrédit accablant, c'est que nous n'avons pas su faire émerger, sur la base de ce corpus d'idées, la « carte d'identité » qui va avec. Une sorte de « pedigree » où vision du monde inédite, outils qui en découlent pour la construction d'une réalité sociale « autre » et cohésion de la maison commune, se conjuguent pour donner l'envie au corps social de nous confier la gestion des affaires publiques.

Ce n'est visiblement pas le cas. Pourquoi ? La réponse ne peut pas tenir dans un simple message électronique, mais je veux bien amorcer la discussion. Prenons, à titre d'essai, trois grands mythes -ils ont aussi une fonction paradigmatique- qui fondent la réalité sociale que nous connaissons aujourd'hui et qui ont été passés au crible de l'examen critique de la pensée écologiste : la dualité homme/nature ; le concept de « progrès » ; et enfin, l'économie marchande comme seul principe de réalité.

La dualité Homme/Nature.

Tolérance, respect de la dignité de la personne humaine sont bien des notions issues du mouvement humaniste. Elles restent un horizon vers lequel il faut tendre et qui n'a jamais été remis en cause par

la pensée écologiste.

Il en va tout autrement pour le versant « anthropocentrique » qui est une sorte de « surmoi », une déviance par rapport aux origines du mouvement humaniste.

Pour preuve, considérons le passage du géocentrisme à l'héliocentrisme qui s'est opéré grâce aux découvertes de Copernic, Galilée.. Libéré des supposées « platitude » et « centralité » de la terre par la seule puissance de sa raison « l'homo-occidentalus », plutôt que d'utiliser sa jugeote toute neuve pour chercher à comprendre la place qu'il occupe dans le monde -donc dans la biosphère, dans les écosystèmes- et définir la responsabilité qui est désormais la sienne, voilà qu'il s'invente un destin fabuleux où la vérité vraie est au bout du chemin.

Du coup, il s'autorise le mépris de tout ce qui n'est pas lui-même, à commencer par la Nature, exhorté en la matière par la Bible, Descartes ou Marx.

On mesure aujourd'hui les conséquences d'une telle doctrine.

Que dit la pensée écologiste ? Que postuler la dualité homme / nature est une impasse. Qu'il est aberrant d'affirmer, à la manière d'un Luc FERRY -vous savez, le « néon-lumière » du 20ième siècle- que l'homme est un être « contre nature ». Au demeurant, l'écologie politique n'a jamais prôné une osmose douteuse entre l'homme et la nature. Elle ne s'est jamais laissée séduire par les tenants d'un prétendu « ordre naturel des choses ». Elle a simplement -et c'est déjà beaucoup- démontré par ses alertes et mises en gardes répétées, qu'il n'est pas possible de considérer la nature comme « autre », comme fondamentalement « extérieure » à l'humanité. Notre rapport à la nature est en débat, il doit changer si nous voulons continuer à vivre dans une maison commune. C'est dans ce domaine qu'une prise de conscience c'est généralisé.

Le concept de « progrès »

C'est une sorte « d'évolutionnisme optimiste » qui débute avec la Renaissance, se renforce avec "les lumières", et prend sa forme exacerbée au 19ième et au 20ième avec le marxisme et le libéralisme. Je vois déjà venir me plaquer au mur de la trahison les verts, nombreux, qui sont saisi de scarlatine dès qu'on ose mettre sur le même plan pensée de gauche et pensée de droite.

Je ne confonds rien ni personne ; et ma culture politique plonge plus ses racines dans la pensée marxiste que libérale.

Mais l'une et l'autre ont assimilé le « progrès de la raison » au « progrès des sciences et des techniques ». Les libéraux pour en tirer toujours plus de profits individuels, ce qui est moralement inacceptable ; Marx pour imposer l'Histoire comme étant le cheminement inéluctable vers plus de justice et d'égalité, ce qui est objectivement faux. Il s'ensuit que ce sont les efforts conjugués de ces deux grands courants de pensée qui ont permis, trois siècles durant, un tel endoctrinement. Que dit la pensée écologiste ? Que le progrès des sciences et des techniques ne vaut que s'il est un « outil de régulation de l'ordre social » au service de la dignité et du respect de l'intégrité de chaque individu. Il ne peut, sauf à nous conduire là encore à une impasse, supplanter la notion de progrès dans l'absolu. Il n'est pas plus immanent à « l'Histoire » qu'à « la main invisible du marché ». Pour preuve, la faillite du "socialisme" réel et la crise dans laquelle nous plonge le capitalisme triomphant. Ce sont sans doute les deux catastrophes majeures des temps modernes.

On en mesure là encore les conséquences : l'espérance de vie augment, les moyens de destruction massive aussi (et même plus vite et plus fort) ; la médecine fait des bonds considérables, le SIDA, le cancer, les pesticides, les pollutions nous tuent tout autant que las grandes pestes du Moyen Age ; l'agriculture progresse, la faim dans le monde aussi ; le marché veut "la globalisation" ; les revendications identitaires se multiplie ; les moyens de communications se développent, la solitude, les revendications corporatistes et égoïste aussi ; la voiture réduit les distances entre les gens, la distance pour aller travailler ou faire nos courses augmente chaque jour...

L'économie marchande comme seul principe de réalité.

Le marchand apparaît dans les villes, au Moyen Age. Il s'appuie ensuite sur les grandes découvertes du 16^{ième} siècle pour commencer son œuvre d'endoctrinement. Chemin faisant, il ligote le « progrès » vu par les « Lumières » en une forme d'imposture qui le cantonne au progrès des sciences et des techniques -pour mémoire, le progrès vu par les « Lumières » parle plutôt de « sortie de l'obscurantisme, d'augmentation des connaissances et de progrès de raison ». Ainsi dévoyé, maquillé, détourné, le progrès devient peu à peu le fer de lance de l'économisme, quels que soient les moyens -propriété privée ou collective des outils de production- qu'il met en œuvre pour arriver à ses fins. Et pour asseoir son pouvoir le « bourgeois » -ce qui est bien démontré par Marx- tiendra les brides de la révolution de 1789.

Penseur opportuniste, le « bourgeois » rend un hommage appuyé à Monsieur René Descartes, et se saisit du postulat de la dualité homme / nature pour justifier le pillage des ressources toutes catégories qu'il s'agisse de ressources naturelles ou humaines. La réussite doctrinaire du bourgeois est proprement fulgurante.

La place qu'occupe « l'économisme marchand » dans nos sociétés modernes dépasse ses espérances les plus folles. L'économie qui est une science humaine, donc sujette à caution et à controverse, bénéficie du statut réservé aux « sciences fondamentales » alors même qu'elle n'utilise, pour démontrer ses pseudo lois, ni la méthode expérimentale des sciences « dures », ni le rejet de toute forme de subjectivité. Elle fonctionne sur l'émotion (comme l'eut dit Mitterrand), sur la crainte, la spéculation, mais en aucun cas sur les bases d'une science exacte. A entendre Sylvestre le matin sur France Inter, les lois du marché seraient tout aussi fondamentales que la théorie de la gravitation universelle. L'économie aurait donc quelque chose à voir avec « le réel » ! Inouï, je le répète. Que dit la pensée écologiste ? Qu'il faut faire acte de subversion face à cet endoctrinement. Car si l'homme est un animal social, s'il est porté à aménager le monde qui l'entoure, s'il a besoin de générer de l'activité -au moins sous des considérations existentielles-, rien ne prouve que la recherche du profit immédiat soit inscrite dans l'ordre naturel des choses ; et encore moins qu'elle puisse servir de moteur à la réalité, ou construire le « réel » en quelque sorte.

Que les échanges liés à l'activité prennent le nom de « marché » pourquoi pas. Mais que ce marché s'érige en principe unique de réalité, qu'il soit ainsi livré à lui-même, à sa logique interne ; qu'il ne soit pas régulé par l'ordre politique, morale, technique, scientifique et éthique, ça non. On en mesure aujourd'hui les conséquences. En dénonçant l'essence même du marchand, le « productivisme », la pensée écologiste, pour la première fois depuis trois siècles, pose la vraie question. Le productivisme ? C'est une forme d'organisation sociale qui pose le primat de la production, au mépris de la nécessaire adaptation entre les biens produits et les besoins réels des consommateurs. En clair, le productivisme ne se pose à aucun moment la question de la finalité de « l'acte productif de richesses ». Pour le productivisme, les femmes, les hommes, la faune et la flore, ne sont utiles qu'au profit. Et même les concepts les plus simples sont détournés par le marchand productiviste. Par exemple, si vous n'êtes pas invité -ce qui est mon cas- à l'Élysée chaque année pour entendre le Président s'adresser aux « forces vives de la nation », faut-il en conclure que vous et moi, et bien d'autres sommes « des forces molles » ? Et le moral des ménages ? Croyez-vous que ce soit le sourire de votre enfant le matin au réveil, vos joies ou vos peines, les fleurs de votre jardin ? Non c'est la quantité et le prix de la bouffe que vous mettez dans votre caddy. La formation ? Vous pensez sérieusement qu'il s'agit de vous épanouir et d'accroître vos connaissances ? Non, c'est se gaver des seules connaissances techniques nécessaires au productivisme. La mobilité ? Vous pensez qu'elle signifie aller vers l'autre, à sa rencontre, échanger avec lui ? Non, c'est la capacité à se déraciner pour aller engraisser le productivisme là où il estime qu'il fera le plus de profit. Bon sang ! Comment a-t-on en arriver là.

Bien. On me disputera sans doute l'emplacement d'un point ou d'une virgule, l'utilisation d'un mot

ou d'un autre, mais globalement jusque là on peut s'entendre les uns et les autres. Mais si je passe à la question de savoir pourquoi, malgré nos critiques judicieuses de la modernité, nous souffrons d'une insignifiance notoire et certaine, là, les divergences vont apparaître. J'émettais, au début du texte, l'hypothèse selon laquelle nous n'avons pas su faire émerger, sur la base de ce corpus d'idées, la « carte d'indenté » qui va avec. Et si nous ne l'avons pas construite cette « carte d'indenté », c'est que nous ne sommes pas d'accord sur le modèle d'organisation sociale que la pensée écologiste engendre nécessairement.

Commençons par la supposée dualité Homme / Nature. A entendre certains d'entre vous, il faudrait ignorer l'apport de écologues et des naturalistes dans les fondements de la pensée écologiste politique ? Considérer cet épisode comme une crise infantile ? Certainement pas. Les problèmes liés à l'environnement agissent comme « un cheval de Troie » qui oblige à revoir tous nos modes de fonctionnement. Et nous sommes encore tapis au fond du « cheval » à nous chamailler pour savoir avec qui nous allons en sortir, alors que nous n'avons besoin de personne pour prendre la responsabilité historique qui est la nôtre. Je n'engage que moi, mais j'affirme que vouloir se débarrasser de la fin de la dualité Homme / Nature -avec les limites que j'ai évoquées au début du texte- comme l'un des fondamentaux de l'écologie politique, ce n'est pas seulement une erreur stratégique, une impasse politique, mais une faute sociétale. A force de renier ce qui nous a permis d'exister, nous n'allons pas simplement disparaître, mais, détail aggravant, nous empêchons cette remise en cause de remplir à son tour une fonction paradigmatique, qui est une condition du changement ou, comme le dirait Touraine, pour que « la société agisse sur elle-même ».

Voyons le concept de « progrès ». Si je suis en accord avec ce que j'ai écrit, ce qui est le cas, il est bien question de « reprogrammer » le sens du progrès. Car le sens qui lui est donné par les sociétés modernes est une impasse. Mais peut-on se contenter de dire qu'il est dangereux de confondre « progrès absolu » et « progrès des sciences et des techniques » ? Non, encore faut-il annoncer la nouvelle programmation, l'exposer, l'expliquer. Et si nous sommes de plus en plus nombreux à admettre que la marche de l'histoire n'est pas un cheminement inéluctable vers plus de justice et d'égalité, il faut admettre également que la machine sociale n'est jamais réglée une fois pour toute. Que l'avenir, radieux ou néfaste, ne peut pas et ne pourra certainement jamais faire l'objet de théories fumeuses. L'avenir, selon moi, ne peut se construire que dans l'expérience de l'absence radicale de certitudes. Autrement dit, l'incertitude, c'est l'oxygène du progrès. Elle nous oblige à concevoir des « scénarii probables » quant à l'évolution de la machine sociale, et en aucun cas des schémas déterministes, fussent-ils marxistes ou guidés par la main invisible du marché. Si l'avenir est écrit par avance, pourquoi faudrait-il s'interroger sur nos choix de société ? Si l'avenir est imprévisible, nous retrouvons la liberté de choix, confisquée par les productivistes collectivistes ou non ; et du coup, la fin ne peut plus justifier les moyens, ce sont les moyens -et l'évaluation de leur utilisation- qui jouent le rôle de régulateurs de nos choix en matière d'organisation sociale. Principe de subsidiarité, « penser globalement, agir localement » vont dans ce sens.

L'activité économique ? Si le « bourgeois marchand » s'est forgé une idéologie dominante en s'appuyant sur la dualité homme / nature, le concept de progrès trafiqué et les théories sociales déterministes, sur quels modèles allons-nous faire entrer nos propositions dans la conscience collective ? Entendons-nous bien. Si nous nous obstinons à vouloir effacer de notre mémoire la remise en cause de notre rapport à la nature qui n'a pas encore donné tous ces fruits, si nous laissons les productivistes de gauches et de droite alimenter leur vision du progrès grâce à l'escroquerie du développement durable, sur quels mythes fondateurs, sur quels paradigmes va-t-on convaincre nos compatriotes -et surtout la caste politique toutes tendances confondues- d'être sobres, d'admettre « une politique volontariste de décroissance équitable de l'empreinte écologique », d'aller vers « l'autosuffisance locale et régionale, la décentralisation géographique des pouvoirs, la relocalisation économique par la vérité des coûts environnementaux et sociaux », vers « produire ce que l'on consomme ». Enfin, comment introduire toutes ces propositions programmatiques, avec lesquelles

je suis en total accord, quand elles viennent dans l'urgence de la crise écologique et sociale qui est à nos portes ? Comment le faire avec des partenaires politiques, qui sont majoritaires, qui nous écrasent et qui en sont encore à la relance par la croissance, à l'acceptation de l'économisme comme seul principe de réalité, à la rentabilité et la productivité comme mode de vie, à la concurrence entre les peuples, à la conquête des parts de marché, à la compétitivité face aux pays émergents, à l'écrasement de l'Afrique par la dette.

Le congrès de fin 2008

La situation que nous traversons ressemble, en certains points, à celle de 1993. Cette année là, nous avons rejeté le ni/ni, cette double négation qui nous présentait en creux, en négatif. Et nous avons eu raison, même si je n'étais pas d'accord à l'époque. Une nouvelle phase s'est ouverte, quel bilan en tirer ? Nous n'avons toujours pas fait mieux qu'Antoine Waechter aux régionales de 1989, nos adhérents désertent le parti, les électeurs nous boudent. Nous sommes dans l'obligation de changer de cap si nous voulons pas seulement exister, mais remplir la mission historique qui est la nôtre. J'espère un « tournant » aussi important que celui de 1993. Un virage pour aller vers l'autonomie, après le ni/ni, après le positionnement à gauche qui est désormais connu de tous, devenons ce que nous sommes : des écologistes.

Nous n'avons pas pour vocation d'être absorbés, soit par la récupération des adhérents verts par le PS, le gauche critique, le MODEM ou l'UMP ; soit par la récupération de nos idées et de nos propositions par ces mêmes partis politiques qui de toutes façons vont les dévoyer, les trafiquer, les vider de leur contenu, de leur substance.

Nous avons pour vocation de « faire clivage ». Si nous n'acceptons pas ce destin, si nous ne le partageons pas avec les autres écologistes, ce qui m'inquiète ce n'est pas notre probable disparition, c'est le retour à la barbarie. Ce sera le prix à payer face à la crise sociale et environnementale qui nous attend. Il n'y a pas de honte à se déclarer « écologiste », pas de trahison envers les idéaux de justice et d'égalité sociale. L'explication est assez simple, finalement. Une question mal posée engendre des réponses erronées.

La gauche et la droite se disputent depuis plus de deux siècles sur le mode de répartition des richesses.

La gauche dit : répartissons de manière juste et équitable, on ne peut pas faire n'importe quoi. Soit, nous sommes avec eux.

La droite dit : la concurrence entre les égoïsmes singuliers est seule propice à organiser l'ordre social de manière sinon parfaite, du moins acceptable. Nous ne partageons pas cette vision du monde.

Mais ni l'une ni l'autre ne remettent en cause les mythes fondateurs, et le productivisme en particulier. De sorte que, posée sous cet angle, la question de la justice sociale et de l'égalité ne trouve pas de réponse satisfaisante. Si nous voulons « refonder », nous devons le faire en portant notre propre vision du monde, notre manière à nous d'ouvrir la voie vers la justice sociale et l'égalité des chances.

Alexandre JURADO

Auzeville, le 15 juin 2008